

## SOMMAIRE

<b>1. ADDUCTION D'EAU POTABLE</b>	<b>2</b>
1.1 Situation actuelle	2
1.2 Distribution	2
1.3 Le réseau	2
1.4 La ressource en eau	2
1.5 La qualité de l'eau	2
<b>2. DEFENSE INCENDIE</b>	<b>3</b>
2.1 Situation actuelle	3
2.2 Prescriptions techniques pour la défense incendie	3
<b>3. ASSAINISSEMENT</b>	<b>13</b>
3.1 Situation actuelle	13
3.2 Le réseau	13
3.3 Situation projetée	13
<b>IV LES ORDURES MENAGERES</b>	<b>15</b>
1.1 La collecte des déchets	15
1.2 Le traitement des déchets et leur valorisation	16

# 1. ADDUCTION D'EAU POTABLE

## 1.1 Situation actuelle

La commune de Pontcarré est desservie par un système d'assainissement séparatif dont la gestion a été confiée à La Lyonnaise des Eaux qui gère une station d'épuration, située parcelle 1043, chemin dit de Palaiseau qui donne sur la RD 21 en direction d'Ozoir-la-Ferrière.

## 1.2 Distribution

Les volumes d'eau mis en distribution sur la commune se sont maintenus autour de 117.288 m<sup>3</sup> par an, en 2009. Une augmentation de 4,1% a été enregistrée sur la dernière période (2008-2009).

Commune	2008	2009	Evolution N/N-1
PONTCARRE	112 677 m <sup>3</sup>	117 288 m <sup>3</sup>	+4,1%

Source : Lyonnaise des Eaux

## 1.3 Le réseau

Le patrimoine est essentiellement composé de 13 852 mètres linéaires de conduites, 712 branchements, 97 vannes et 1 réservoir (hors DSP).

## 1.4 La ressource en eau

La commune de Pontcarré est alimentée par des achats d'eau en gros à partir d'une intercommunication de la SFDE. L'eau fournie provient de l'usine de potabilisation d'eau d'Annet-sur-Marne exploitée par Véolia. L'eau brute subit un traitement poussé de manière à délivrer une eau conforme avec les normes sanitaires en vigueur.

## 1.5 La qualité de l'eau

La qualité de l'eau est jugée conforme suite aux analyses réalisées en 2009

Synthèse qualitative de l'eau mise en distribution

ANALYSES	DISTRIBUTION							
	CONTRÔLE SANITAIRE				SURVEILLANCE			
	Nbr. Prélèvements	Prélév. NC	Nbr. Paramètres	Nbr. NC	Nbr. Prélèvements	Prélév. NC	Nbr. Paramètres	Nbr. NC
BACTERIOLOGIQUES	5	0	30	0	6	0	36	0
PHYSICO CHIMIQUES	5	0	65	0	6	0	59	0

Le bilan des analyses de contrôle et autocontrôle a fait apparaître 0 non-conformité. L'eau distribuée sur Pontcarré est de bonne qualité, il n'y a pas eu de non-conformité en 2009.

## Au niveau de la commune de Pontcarré :

Le développement de l'urbanisation de Pontcarré se fera essentiellement par le biais des zones d'extension. Les réseaux desservent déjà les abords de ces secteurs.

## **2. DEFENSE INCENDIE**

### **2.1 Situation actuelle**

Sur le territoire communal, la défense incendie est assurée par 20 points d'eau (rapport du Groupement Ouest, fiche de contrôle des points d'eau, le 09 07 2009) dont :

- . 18 poteaux d'incendie de 100mm
- . 2 bornes d'incendie de 100mm

Certains d'entre eux présentaient des anomalies :

- 2 avec une pression insuffisante
- 1 avec une ouverture / fermeture difficile
- 4 manquent de bouchon obturateur
- 1 avec une fuite.

### **2.2 Prescriptions techniques pour la défense incendie**

La circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 définit les besoins en eau pour la lutte contre l'incendie en fonction des risques à défendre. À proximité de tout risque moyen, un minimum de 120 m<sup>3</sup> utilisables en 2 heures doit être disponible. Le réseau de distribution doit comporter des poteaux d'incendie de 100 mm d'un débit minimal de 17 l/s sous une charge d'au moins un bar. Suivant le risque, les poteaux doivent être espacés de 200 à 300 m.

Les poteaux ou bouches d'incendie doivent être conformes aux normes NFS 61.211, NFS 61.213, NFS 61.200.

Le réseau alimentant les bouches et les poteaux doit être bouclé et maillé. Ce réseau de distribution peut être complété par des points d'eau naturels ou des réserves artificielles susceptibles de fournir le volume d'eau manquant au regard de la base de 120 m<sup>3</sup>.

Conformément au Code général des collectivités territoriales (art. L.2212.1 et L.2212.2 §5), le Maire dit prévenir et faire cesser les accidents et les fléaux calamiteux sur sa commune. Une défense incendie conforme à la réglementation est un moyen non négligeable de répondre à ce devoir. Il est rappelé qu'il appartient au maire d'assurer l'entretien, l'accessibilité et la signalisation des points d'eau assurant la défense incendie de sa commune.

Toute nouvelle implantation d'un point d'eau doit faire l'objet d'un avis préalable du SDIS et faire l'objet d'une signalisation conforme aux dispositions de la norme NFS 61.211.

Nonobstant la vérification des points d'eau effectuée par les sapeurs pompiers en conformité au règlement opérationnel, il appartient au maire de la commune de signaler au SDIS toutes modifications ou difficultés même temporaires rencontrées relatives aux points d'eau (indisponibilité ou remise en service).

## Fiche de contrôle des points d'eau

Date : 9/7/2009  
Commune : PONTCARRE (374)  
Responsable administratif : Groupement OUEST  
Service des eaux : LYONNAISE DES EAUX FRANCE BRIE

CI de contrôle	N°	Adresse	Carré SDIS	Date Tournée	Ø canal	Capacité	Débit				
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	1	4 RUE HENRI DURAND -	AL29C1	17/6/2009	PI de 100 mm	150	85				
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	2	28 RUE DES POULINIERES -	AL29C1	17/6/2009	PI de 100 mm	150	80				
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	3	RUE HENRI DURAND - Angle Rue des Surprises	AL29D1	17/6/2009	PI de 100 mm	150	94				
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	4	49 RUE HENRI DURAND -	AL29E2	17/6/2009	PI de 100 mm	150	85				
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	5	AVE DU HARAS - Angle Rue Dorothée	AL29D2	17/6/2009	PI de 100 mm	200	91				
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	6	RUE GRANDE - à coté de l'église	AL29C3	17/6/2009	PI de 100 mm	150	100				
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	7	RUE GRANDE - Entrée G.S. Louis MAZET	AL29D3	17/6/2009	PI de 100 mm	200	75	Anomalies	11		
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	8	38 RUE GRANDE - Face G.S. Louis MAZET	AL29D3	17/6/2009	PI de 100 mm	100	67	Anomalies	3	11	
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	9	92 RUE GRANDE - Angle Rue de la Parenterie	AM29C4	17/6/2009	BI de 100 mm	150	75				
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	10	RUE DU CHEMIN VERT - Face Chemin AGIO	AM29B4	17/6/2009	BI de 100 mm	100	84				
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	11	RUE DE LA GARE - Angle Maison Biûlées	AL29E3	17/6/2009	PI de 100 mm	200	92	Anomalies		11	
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	12	16 RUE DE LA GARE - Face allée de la Prairie	AM29A2	17/6/2009	PI de 100 mm	200	89				
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	13	ALL DES PEUPLIERS - Derrière G.S. Louis Mazet	AL29D3	17/6/2009	PI de 100 mm	100	104	Anomalies	6		
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	14	RUE DE LA GARE - Angle Chemin de Braque	AM29B4	17/6/2009	PI de 100 mm	200	87				
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	15	23 RUE JACQUES LAVERGNES	AL29E2	17/6/2009	PI de 100 mm	150	110				

Cl de contrôle	N°	Adresse	Carré SDIS	Date Tournée	Ø canal	Capacité	Débit					
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	16	ALL DES PEUPLIERS - Z.I	AL29D3	17/6/2009	PI de 100 mm	150	85					
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	17	14 RUE DES COURS NEUVES - Z.I.	AL29C3	17/6/2009	PI de 100 mm	150	106					
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	18	RUE DES MANOUVRIERS -	AM29C4	17/6/2009	PI de 100 mm	150	73	Anomalies				13
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	19	84 RUE GRANDE -	AM29B4	17/6/2009	PI de 100 mm	150	75	Anomalies			11	
FERRIERES EN BRIE (181) - Grpt OUEST	20	RUE GRANDE - ANGLE RUE MAX GOLDMAN	AL29B2	17/6/2009	PI de 100 mm	160	80	Anomalies	3			
20 point(s) d'eau												

Codes anomalies	Libellé de l'anomalie
3	Pression insuffisante
6	Ouverture/fermeture difficile
11	Manque bouchon obturateur
13	Fuite



GROUPEMENT OUEST  
PÔLE OPERATION - PREVISION

REF: GO/AD/DC/MAC N° 2008-044  
AFFAIRE SUIVIE PAR : Adjudant-chef CAVILLON  
TEL : 01 60 43 97 70  
FAX : 01 60 43 97 66



REPUBLIQUE FRANCAISE  
Département de SEINE-ET-MARNE

Le commandant du groupement ouest  
à

Monsieur le Directeur  
Direction Départementale de l'Equipe-ment  
Service du Droit de l'Urbanisme et de la Construction  
Bureau du Document d'Urbanisme  
288 avenue Clémenceau - BP 596  
77005 MELUN Cedex

Chessy le 5 décembre 2008

**Objet : Avis sur l'accessibilité et la défense en eau de la commune de Pontcarré dans le cadre de l'élaboration du PLU**

Référence : Votre courrier en date du 19 novembre 2008

**Affaire suivie par Mme Magali COUTARD**

Dans le cadre de l'affaire citée en objet, vous avez sollicité mes services afin que ceux-ci se prononcent sur votre projet de P.L.U. Aussi, veuillez trouver, ci-après, les éléments de réponses demandés.

**I. Rappels réglementaires**

La défense incendie des communes est régie au travers de différents textes législatifs et réglementaires de portée nationale et départementale. Ces textes précisent les responsabilités du maire en matière de défense incendie sur le territoire de sa commune, les principes de protection contre l'incendie des communes rurales, les normes relatives aux différents hydrants.

Dans le cadre des plans locaux d'urbanisme, des permis de construire, de l'aménagement de lotissements, ou de Zone d'Activité Concertée, une réglementation de police spéciale peut être appliquée à travers les textes suivants :

- code de la construction et de l'habitation, décret n° 73-1007 du 31 octobre 1973, l'arrêté du 31 janvier 1986 ;
- règlement de sécurité des établissements recevant du public, arrêté du 25 juin 1980 avec les arrêtés des dispositions particulières par établissement et l'arrêté du 22 juin 1990 pour les petits établissements ;
- réglementation relative aux installations classées, loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée par la loi du 13 juillet 1992 pour la protection de l'environnement intégrée par l'ordonnance n° 2000.914 du 18 septembre 2000 et codifiée dans le code de l'environnement sous le livre 5 ;
- décret n° 92.332 et 333 du 31 mars 1992 fixant la partie réglementaire du code du travail titre III - hygiène et sécurité ;
- La circulaire interministérielle N° 465 du 10 décembre 1951 relative aux principes généraux en matière de défense incendie.

Service départemental d'incendie et de secours de SEINE-ET-MARNE  
Groupement Ouest - rue du Grand Secours - 77700 CHESSY

TN / Lagny

La circulaire précitée stipule que la défense incendie d'une commune peut se composer des éléments suivants :

- Les châteaux d'eau
- Les canalisations
- Les appareils hydrauliques tels que les poteaux d'incendie normalisés NFS 61.213 et les bouches d'incendie normalisées NFS 61-211. Toutefois les autres appareils hydrauliques tels que les poteaux d'incendie de 65 mm (NF S 61.214), les bouches d'incendie de 80 mm, les bouches d'arrosage, ainsi que les hydrants de 100 mm alimentés par une canalisation de diamètre inférieur à 100 mm, constituent des prises accessoires. Ils ne doivent en aucun cas être pris en compte lors de l'étude de la défense incendie d'un site ou d'une commune.
- Les réserves incendie
- Les points d'aspiration
- Le puisard d'aspiration en communication avec un point d'eau naturel réputé inépuisable. En effet, les puisards d'aspiration de 2 m<sup>3</sup> ne sont plus pris en compte.

De plus les aires de stationnement et une signalisation normalisée doivent être également implantées comme spécifié dans la NDS 0071 annexe 1 et annexe 4. Ces documents sont tenus à votre disposition en cas de besoin.

## II. Accessibilité des secours

Pour permettre aux engins de lutte contre l'incendie d'accéder au lieu d'un sinistre, les voies qui doivent desservir des établissements recevant du public, des sites et établissements industriels sont normalisés. Leurs caractéristiques minimums sont les suivantes :

- chaussée libre de stationnement de trois mètres de largeur ;
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum ;
- rayon intérieur R supérieur ou égal à 11 mètres ;
- sur largeur  $S = \frac{15}{R}$  dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres) ;
- hauteur libre supérieure ou égale à 3,5 mètres ;
- pente inférieure à 15 %.

Un établissement dont la hauteur du plancher bas du niveau le plus haut est supérieure à huit mètres doit être desservi par une voie engins mais celle-ci devra avoir des aires de mise en station d'échelles aériennes répondant aux caractéristiques minimales suivantes :

- longueur minimale : 10 mètres ;
- largeur libre de la chaussée portée à 4 mètres ;
- pente maximum ramenée à 10 % ;
- résistance au poinçonnement de 80 N/cm<sup>2</sup> sur une surface maximale de 0,20 m<sup>2</sup>.

Les voiries desservant les zones d'activités dimensionnées pour la circulation des poids lourds tels que les 38 tonnes, répondent généralement à ces caractéristiques minimum.

### III. Règles d'implantation des appareils hydrauliques

#### III.1. Cas général

Le débit ainsi que les implantations des points d'eau sont définis en fonction des risques à défendre. Toutefois les règles générales suivantes doivent également être prises en compte.

La distance linéaire entre deux points d'eau successifs sera mesurée selon l'itinéraire susceptible d'être emprunté par les engins d'incendie.

La distance entre le risque à défendre et le point d'eau doit être mesurée selon le trajet pouvant être emprunté par un ou plusieurs sapeurs-pompiers tirant un dévidoir mobile normalisé. On entend par risque :

- pour les habitations des 1<sup>ères</sup> et 2<sup>èmes</sup> familles, l'accès du pavillon le plus éloigné ou de la cage d'escalier la plus lointaine dans le cas d'un bâtiment collectif ;
- pour les immeubles de 3<sup>ème</sup> famille, la cage d'escalier la plus éloignée située dans le bâtiment le plus défavorisé, ou le raccord d'alimentation des colonnes sèches ;
- pour les immeubles de la 4<sup>ème</sup> famille et les immeubles de grande hauteur, le raccord d'alimentation des colonnes sèches ou humides propres à chaque construction ;
- pour les zones industrielles, entrepôts ou commerces importants, l'accès le plus défavorisé de l'établissement à défendre.

La valeur de cette distance dépend des exigences réglementaires applicables au site à défendre. Elle varie généralement entre 60 mètres et 200 mètres.

#### III.2. Cas particuliers

En application de l'article 6.1. de la norme NF S 61-750, l'implantation des raccords d'alimentation des colonnes sèches desservant les bâtiments d'habitation et les établissements recevant du public doit être déterminée en accord avec le chef du centre d'incendie et de secours local.

Les tableaux ci-dessous définissent les moyens hydrauliques nécessaires et l'implantation des appareils hydrauliques en fonction des risques à défendre pour les immeubles à usage de bureaux et les établissements recevant du public.

Bâtiments de bureaux soumis uniquement au code du travail					
Caractéristiques Dimensionnelles	H <sup>(1)</sup> ≤ 8 m et S <sup>(2)</sup> ≤ 500 m <sup>2</sup>	H <sup>(1)</sup> ≤ 28 m et S <sup>(2)</sup> ≤ 2000 m <sup>2</sup>	H <sup>(1)</sup> ≤ 28 m et S <sup>(2)</sup> ≤ 5000 m <sup>2</sup>	S <sup>(2)</sup> > 5000 m <sup>2</sup>	
Débit minimal	60 m <sup>3</sup> /h	120 m <sup>3</sup> /h	180 m <sup>3</sup> /h	240 m <sup>3</sup> /h	Débit minimal simultané disponible sur zone
Nombre d'hydrants	1 de 100 mm	2 de 100 mm	3 de 100 mm	2 de 100 mm et 1 de 2 fois 100 mm (dit de 150 mm)	Nombre d'hydrants à titre indicatif, sous réserve du respect du débit minimal requis
Distance maximale entre hydrants	200 m	200 m	200 m	200 m	Par les voies de circulation (voies engins), au sens de l'arrêté du 25 juin 80.
Distance maximale entre les hydrants assurant le débit minimal et l'entrée principale du bâtiment	100 m	100 m	100 m (CS = 60 m)	100 m (CS = 60 m)	Par des chemins stabilisés (largeur minimale 1,8 m) CS = colonne sèche (lorsque requise)
Durée minimum	Sauf disposition particulière, la durée minimum d'application des besoins en eau doit être de 2 heures.				



(1) "S"3 est égal à la surface développée non recoupée (la notion de surface est définie par la zone délimitée par des parois et/ou planchers de degré coupe-feu une heure minimum, sauf pour les immeubles de grande hauteur où le degré coupe-feu doit être de deux heures.

(2) "H" est la hauteur du plancher bas du niveau le plus haut par rapport au seuil de référence.

Etablissements recevant du public			
Nature de l'établissement recevant du public	Classe 1	Classe 2	Classe 3
	N : Restaurant L : Réunion, spectacle (sans décor ni artifice) O et OA : Hôtel R : Enseignement X : Sportif couvert U : Sanitaire V : Culte W : Bureaux (se référer au tableau 1)	L : Réunion, spectacle (avec décor et artifice + salles polyvalentes) P : Dancings, discothèques Y : Musées	M : Magasins S : Bibliothèque, Documentation T : Exposition
SURFACE <sup>(2)</sup>	Besoins en eau (m <sup>3</sup> /h) <sup>(3)</sup>		
≤ 500 m <sup>2</sup>	60	60	60
≤ 1.000 m <sup>2</sup>	60	75	90
≤ 2.000 m <sup>2</sup>	120	150	180
≤ 3.000 m <sup>2</sup>	180	225	270
≤ 4.000 m <sup>2</sup>	210	270	315
≤ 5.000 m <sup>2</sup>	240	300	360
Nombre d'hydrants <sup>(4)</sup>	Selon débit global exigé et répartition selon géométrie des bâtiments (de 1 à 6 hydrants)		
Distance maximale entre les hydrants <sup>(5)</sup>	200 m	200 m	200 m
Distance maximale entre les hydrants assurant le débit minimal et l'entrée principale du bâtiment <sup>(6)</sup>	100 m (CS = 60 m lorsque requise)	100 m (CS = 60 m lorsque requise)	100 m (CS = 60 m lorsque requise)
Durée minimum	Sauf disposition particulière la durée minimum d'application doit être de 2 heures.		

(1) Les ERP de catégorie EF, SG, CTS, PS, OA et PA ainsi que les campings sont à traiter au cas par cas.

(2) La notion de surface est définie par la surface développée non recoupée par des parois coupe-feu 1 heure minimum.

(3) Le débit minimum requis ne peut être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h. Par ailleurs il s'agit d'un débit mini simultané disponible.<sup>(4)</sup>

(4) Nombre d'hydrants à titre indicatif, sous réserve du respect du débit mini requis.

(5) Par les voies de circulation (voies engins) au sens de l'arrêté du 25 juin 1980.

(6) Par les chemins stabilisés (largeur mini 1,8 m). CS = colonne sèche (lorsque requise).

Pour les risques industriels les moyens de défenses hydrauliques sont préconisés après examen du dossier de l'établissement concerné et fonction des risques. Pour les zones d'activités, le dimensionnement du réseau incendie devra s'effectuer sur la base des hypothèses suivantes :

Zones d'activités				
Caractéristiques Dimensionnelles	De 1 à 2 lots de 1000 m <sup>2</sup> de SHON <sup>(1)</sup>	De 2 à 4 lots de 1000 m <sup>2</sup> de SHON <sup>(1)</sup>	Supérieure à 4 lots de 1000 m <sup>2</sup> de SHON <sup>(1)</sup>	
Débit minimal	120 m <sup>3</sup> /h	240 m <sup>3</sup> /h	300 m <sup>3</sup> /h	Débit minimal simultané disponible sur zone
Nombre d'hydrants	2 de 100 mm	4 de 100 mm	5 de 100 mm	Nombre d'hydrants à titre indicatif, sous réserve du respect du débit minimal requis
Distance maximale entre hydrants	200 m	200 m	200 m	Par les voies de circulation (voies engins), au sens de l'arrêté du 25 juin 80.
Distance maximale entre les hydrants assurant le débit minimal et l'entrée principale du bâtiment	100 m	100 m	100 m	Par des chemins stabilisés (largeur minimale 1, 8m)
Durée minimum	Sauf disposition particulière, la durée minimum d'application des besoins en eau doit être de 2 heures.			

Par ailleurs, lorsque les besoins hydrauliques sont supérieurs à 300 m<sup>3</sup>/h, les services des eaux ne peuvent concilier la potabilité de l'eau compte tenu des valeurs consommées journalièrement et les débits nécessaires à la lutte contre l'incendie.

Aussi, en cas de besoin supérieur à 300 m<sup>3</sup>/h l'exploitant doit se doter d'une réserve incendie ou d'un réseau hydraulique privés pour compléter le réseau hydraulique public. Le choix de la nature du complément doit se faire en concertation entre l'industriel et les sapeurs-pompiers en fonction des risques que peut générer son établissement lors de l'étude du projet.

#### IV. Caractéristiques des bassins utilisés pour la lutte contre l'incendie

##### *IV.1. Les bassins de rétention des eaux d'extinction*

Afin de lutter contre les risques de pollution en cas d'incendie par les eaux d'extinction ou de déversements accidentels de produits toxiques pour l'environnement, il est parfois nécessaire de mettre en place des bassins de rétention. Le dimensionnement de ces bassins de rétention devra tenir compte du volume des eaux d'extinction, des produits susceptibles de se déverser lors d'un sinistre, etc. Ces ouvrages ne peuvent être communs à l'ensemble d'une zone d'activité et doivent être dimensionnés au cas par cas avec le SDIS 77.

##### *IV.2. les bassins d'orages*

Dans le cadre de l'aménagement de zone d'activité ou de l'établissement d'un PLU, les bassins d'orage ne peuvent en aucun cas représenter une solution palliative à l'absence d'un bassin à usage de lutte contre l'incendie.

En effet le but d'un bassin d'orage est d'écrêter le débit soudain d'un orage (la capacité standard est déterminée selon les services de la DDE et ne doit pas être réduite).

De plus, la première eau est polluée par le lessivage des sols. Bien que par la suite de l'orage cette pollution soit diluée, il est déconseillé de la faire pénétrer dans un corps de pompe.

En outre, le fond du bassin n'est pas étanche car une bonne partie de la pluie doit pouvoir s'infiltrer dans le sol. Le bassin n'est pas curé périodiquement afin de permettre à la végétation d'absorber une partie de l'eau de l'orage.

Enfin, ce type de bassin ne possède pas d'accessibilité obligatoire.

#### IV.3. les bassins servant à la défense extérieure contre l'incendie

Les bassins concourant à la lutte contre l'incendie sont réalisés pour garantir l'accessibilité aux sapeurs-pompiers de tout temps et à toute heure. Ils permettent d'éteindre un feu type par la constitution d'une réserve égale au débit nominal d'extinction durant deux heures.

En effet, l'eau contenue doit être compatible avec son passage dans le corps de pompes de nos engins. Il doit être étanche et curé périodiquement.

De plus, la profondeur est normalisée afin de garantir une hauteur d'eau minimum compatible avec les besoins en eau et nos capacités d'aspiration.

Ces bassins doivent être réalisés ou équipés conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définies par le circulaire interministériel n° 465 du 10 décembre 1951 (chapitre 2.4 de la NDS 0071).

### **V. Les règles d'urbanisme autour des sites à risque**

Dans le cadre de la maîtrise de l'urbanisation autour des sites à risque, plusieurs seuils d'effets significatifs sont retenus pour délimiter des zones dans lesquelles les constructions sont susceptibles d'être limitées ou interdites. L'évaluation des restrictions éventuelles de construction qui s'appliquent autour des sites à risques est de la seule compétence de la DRIRE.

Toutefois, vous trouverez ci-dessous quelques exemples d'effets significatifs et des seuils pris en compte par ce service.

Nature du risque	Conséquences	Seuils	Effets
Explosion	Surpression	140 millibars	Premiers effets de mortalité. Effondrement partiel des murs et toits de maisons.
		50 Millibars	Premiers effets de blessures notables. Destruction de 75% des vitres et occasionnelle des cadres de fenêtres.
Incendie	Rayonnement thermique	5 kW/m <sup>2</sup>	Premiers effets mortels pour une exposition de 60 secondes. Brûlures au troisième degré.
		3 kW/m <sup>2</sup>	Premiers effets irréversibles sur l'homme pour une exposition de 30 secondes. Brûlures au premier degré.
Nuage toxique	intoxication	CL 1%	Concentration létal dans l'air pour laquelle 1% de la population meurt.
		IDLH	Seuil des effets irréversibles pour l'homme pour une exposition supérieure à 30 minutes.

Service départemental d'incendie et de secours de SEINE-ET-MARNE

7

En outre, les sapeurs-pompiers s'attachent à obtenir de l'industriel d'autres valeurs lors de la conception de plans d'intervention dénommés plans ETARE (Etablissement Répertoire). Ceux-ci ont les valeurs suivantes :

Nature du risque	Conséquences	Seuils	Effets
Explosion	Surpression	30 Millibars	Détérioration du tympan
Incendie	Rayonnement thermique	1,5 kW/m <sup>2</sup>	Limite du seuil de la douleur
Nuage toxique	Intoxication	VME	Valeur limite d'exposition pour un travailleur exposé 8h/j et 5j/semaine

Mais ces seuils n'ont pas à être intégrés dans votre réflexion de mise à jour du plan local d'urbanisme car ils ne servent qu'à optimiser l'intervention des services publics de secours. Elles sont présentées ici à titre d'information.

Le chef du centre d'incendie et de secours de Ferrières en Brie, le major Pascal GUAY, (TEL : 01.64.66.49.50) et l'adjudant chef Dominique CAVILLON, chargé de l'activité prévision du groupement ouest, (TEL : 01.60.43.97.70) se tiennent à votre disposition pour tous renseignements complémentaires adaptés aux particularités de la commune.

Le commandant du groupement ouest,



Lieutenant-colonel **A. DUPUY**

Copies à :

- Monsieur le chef du centre d'incendie et de secours de Ferrières en brie
- Pôle Opération – Prévision du groupement ouest

## **3. ASSAINISSEMENT**

### **3.1 Situation actuelle**

La gestion du service des eaux usées est assurée par prestation de services de la Société Française de Distribution d'Eau (Véolia Eau) et celle de l'assainissement par les particuliers.

Les eaux pluviales privatives sont gérées à la parcelle. Les eaux usées sont récoltées dans un réseau collectif. Seules quelques habitations sont traitées en assainissement autonome (le hameau de la Tuilerie et la maison forestière de la Parenterie).

Les eaux pluviales de la plupart des rues de la commune sont récupérées dans le réseau d'assainissement collectif. Quelques rues seulement possèdent un réseau d'assainissement privé.

Le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) est chargé de contrôler le bon fonctionnement et l'entretien des assainissements autonomes existants.

### **3.2 Le réseau**

Le réseau d'assainissement est composé de :

- > 17.692 ml de réseaux d'eaux usées,
- > 8.700 ml de réseaux d'eaux pluviales,
- > 2 postes de relèvement (Poste Chemin Vert, Poste Jacquemin),
- > 3 bassins de régulation ou bassins d'orage
  - o le bassin de la place Brantôme (plan d'eau permanent) ;
  - o le bassin de la place Iris (plan d'eau permanent) ;
  - o et le bassin de la rue de la Bretèche (type sec).
- > 201 bouches d'égout, grilles avaloirs,
- > 543 regards,

Les eaux usées générées sur la commune sont rejetées dans les collecteurs du SIBRAV au nombre de 5 (Syndicat Intercommunal de la Brie pour le Raccordement à Valenton).

Le nombre de clients constaté sur le service d'assainissement collectif en 2009 est de 2.024 habitants desservis.

Dans le cadre de son contrat prenant effet le 8 mars 2009 La SFDE assure :

- > la réalisation de 20 contrôles des installations d'assainissement des riverains pour assurer la conformité des raccordements au réseau public ;
  - o ces raccordements s'appliquent également aux branchements non domestiques (restaurants, garages...) ;
  - o Ainsi qu'aux ventes (DIA) ;
- > le curage de 15% du linéaire des réseaux
- > la surveillance et entretiens des plans d'eaux...

### **3.3 Situation projetée**

Les Préfets, conformément à la circulaire du 3 mai 2002, vont devoir mener un certain nombre d'actions auprès des collectivités locales concernées par les échéances de 1998 et 2000, et dont les systèmes d'assainissement ne sont pas conformes. Ils devront accompagner les collectivités dans leurs démarches de mise en conformité par des actions d'information et de concertation, en coordination avec les services concernés et pourront pour cela s'attacher les services des Agences de l'Eau.

Les exigences à respecter avant le 31 décembre 2005 étaient :

Pour les zones d'assainissement collectif :

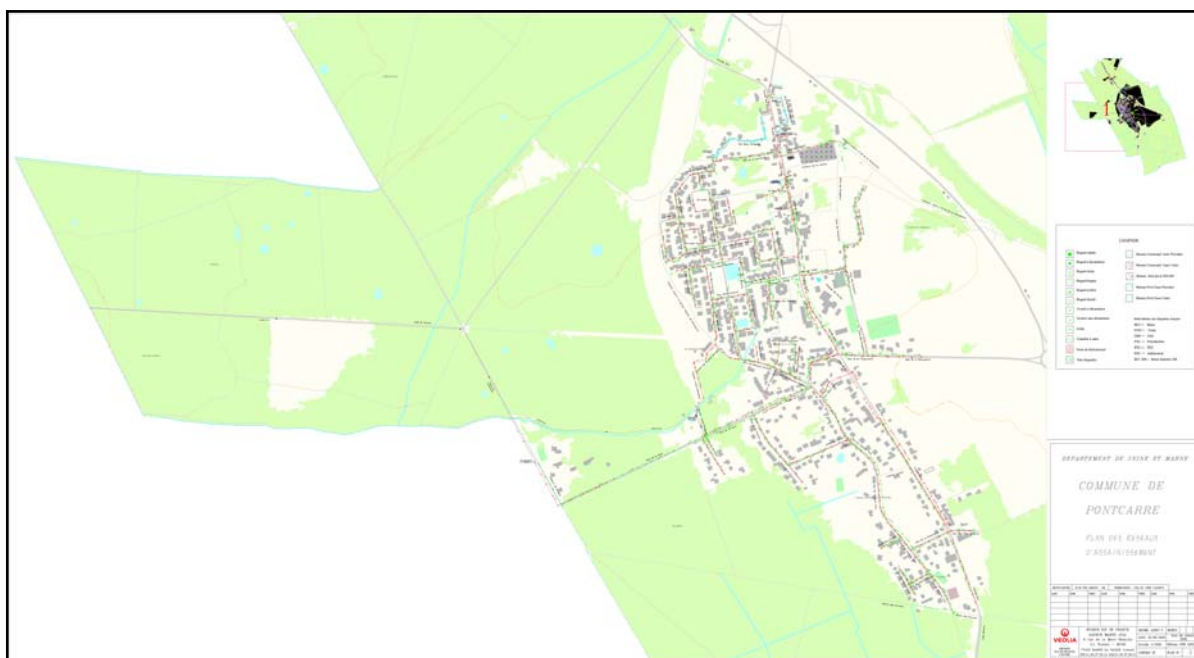
- les systèmes d'assainissement de plus de 2000 EH auront l'obligation de collecte et de traitement biologique ou d'un traitement équivalent au rejet au milieu naturel conformément aux arrêtés « Prescriptions » et « Surveillance » du 22 décembre 1994,
- les systèmes d'assainissement de moins de 2000 EH, en application de l'arrêté du 21 juin 1996 auront l'obligation de traitement (par voie physico-chimique ou biologique) avec respect des exigences minimales et obligation de surveillance périodique des effluents rejetés.

**Pour les zones d'assainissement non collectif :**

- Obligation de contrôle lors de la conception, l'implantation et de l'exécution des ouvrages,
- Obligation de vérification périodique du fonctionnement, du bon état des ouvrages et du bon écoulement des effluents,
- Lorsque la collectivité n'a pas décidé la prise en charge de l'entretien des systèmes d'assainissement non collectif, la vérification de la réalisation périodique des vidanges des ouvrages par les particuliers.

**Au niveau de la commune de Pontcarré :**

Le développement de l'urbanisation de Pontcarré se fera essentiellement par le biais des zones d'extension. Les réseaux desservent déjà les abords de ces secteurs.



## **IV LES ORDURES MENAGERES**

### **1.1 La collecte des déchets**

La politique de gestion des déchets s'est considérablement renforcée et a pris un nouveau tournant en février 2004, après l'approbation du Plan révisé d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Seine-et-Marne et l'adoption du Plan départemental de gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics adopté en novembre 2002.

La commune fait partie du SIETOM (Syndicat mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères de la région de Tournan-en-Brie) qui est chargé de la collecte sélective, du traitement des ordures ménagères des communes membres et des déchetteries. Le SIETOM regroupe 41 communes adhérentes, soit une population de 154.257 habitants.

La collecte sélective est mise en place en porte à porte pour les ordures ménagères, les emballages, le verre et les encombrants. Des points de collecte par apport volontaire ont été mis en place pour les journaux-magazines et le verre. Les déchets dangereux, les Déchets d'Equipement Electriques et Electroniques, les déchets verts et les encombrants sont à déposer dans les déchetteries.

La fréquence du ramassage est de deux fois par semaine pour les ordures ménagères résiduelles, d'une fois par semaine pour les déchets propres et secs (emballages, verre et journaux-magazines) et d'une fois par mois pour les encombrants.

Le volume des ordures ménagères résiduelles en 2008 était de 321 kg/an/habitant. Le ramassage est effectué sous la forme de sacs et le camion qui les récolte est une benne.

La collecte sélective ramasse en porte à porte, une fois par semaine les déchets propres et secs (emballages et journaux-magazines). Le volume en 2008 est de 22,63 kg/an/habitant. Le tri est réalisé par les particuliers.

De plus, la collective sélective ramasse en porte à porte, une fois par semaine le verre. Le volume est de 30,73 kg/an/habitant en 2009.

La commune de Pontcarré dépend d'un réseau de 5 déchetteries qui sont organisées de telle manière qu'il y en ai toujours une ouverte. Ils s'agit des déchetteries de Gretz-Armainvilliers, Ozoir-la-Ferrière, Evry-Grégy-sur-Yerres, Fontenay-Trésigny, Roissy-en-Brie.

Il n'existe pas de déchetterie sur la commune de Pontcarré. Les ordures ménagères sont traitées à l'UTOM ( Unité de Traitement des Ordures Ménagères d'Ozoir-la-Ferrière) et les déchets propres et secs par le centre de tri de Tournan-en-Brie.

De 2004 à 2008, la quantité des ordures ménagères a diminué alors que la collecte sélective des emballages, des journaux-magazines et du verre a légèrement augmenté. La collecte des encombrants en porte à porte a connu une baisse continue sur la période 2005-2009.

### ***Evolution du tri des déchets dans le SIETOM***

*Source : SIETOM – Rapport 2008*

Type d'ordures	Résultats 2007*	Résultats 2008*	Evolution 2005-2006
Ordures ménagères	338	321	↘
Journaux-magazines	10,45	10,2	↘
Verre	30,86	30,73	↘
Déchets Propres et Secs	22,16	22,63	↗
Encombrants	38	35,5	↘
Total	439,47	419,56	↘

\*(en kg/an/habitant)

Les points d'apport étant insuffisants, et leur déménagement fréquent, la collecte en apport volontaire et en porte à porte du verre ménager a diminué.

Le SIETOM met à disposition des particuliers des composteurs individuels. En 2008, 72 foyers de Pontcarré disposaient d'un composteur domestique.

## 1.2 Le traitement des déchets et leur valorisation

Les emballages y sont séparés par matériau avant d'être expédiés sous forme de balles dans les usines de recyclage. Les usines de recyclage transforment les matériaux en une nouvelle matière première (dite «secondaire»), réutilisée ensuite par les industriels pour fabriquer de nouveaux produits.

Le tableau suivant décrit les différents exutoires des déchets collectés au sein du SIETOM.

- La déchetterie de REP Claye-Souilly (77) permet de déposer encombrants.
- Les déchets verts peuvent être apportés chez Ecosys à Grisy-Suisnes (77) ou à Compost Val d'Europe à Chalifert (77).
- Les piles sont collectées par Corepile (Paris),
- les ferrailles et les batteries par Marchetto (Dammaris-les-Lys - 77),
- les cartons par Generis (Chelles – 77),
- les terres et gravats par ECT Brie Comte Robert – 77),
- les huiles de vidanges par Chimirec (à Dugny – 93),
- les huiles alimentaires par Sevia (à Asnières – 92),
- les Déchets Dangereux Ménagers par SARP (Limaçon dans le 78),
- les Déchets d'Équipement Électriques et Électroniques par Triade (à Gonesse),
- les lampes et néons par Recyclum (Paris)
- et les cartouches d'encre par Ecologique B (à Roissy – 77).